

FRANCE  
REMANIEMENT

# SNU : chantier prioritaire d'Attal

Le secrétaire d'Etat devra mettre en œuvre le service national universel, une promesse de Macron contestée par des organisations

Le service national universel (SNU), promesse phare du candidat Macron à l'adresse de la jeunesse, compte parmi les dossiers sensibles de l'année qui vient. Jean-Michel Blanquer l'a reconnu, en accueillant, mardi 16 octobre, Gabriel Attal, tout juste nommé secrétaire d'Etat à ses côtés, chargé de la jeunesse. « On ne sera pas trop de deux pour mettre en œuvre le SNU », a souligné le ministre de l'éducation. « C'est la grande réforme de société du quinquennat », a abondé celui qui est devenu, à 29 ans, le plus jeune membre d'un gouvernement de la V<sup>e</sup> République.

Dans son escarcelle, l'ex-porte-parole du parti LRM a aussi les associations, les colonies de vacances, le périscolaire... Mais la priorité est claire : il s'agit désormais de concrétiser ce nouveau service national, alors que les concertations de lycéens et d'étudiants s'enchaînent depuis plusieurs semaines. Leurs conclusions seront connues en décembre, rappelle-t-on au cabinet de M. Blanquer.

## Enveloppe conséquente

Les grandes lignes du SNU, dont la mise en œuvre est promise à l'horizon 2026 pour les 800 000 jeunes que compte une génération – avec des expérimentations à moindre échelle dès 2019 –, sont déjà connues. Ce service aura lieu en deux temps : une première étape obligatoire d'une durée d'un mois, vers 16 ans – un âge auquel la scolarité est encore obligatoire –, dont deux semaines possiblement organisées en in-

## LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE DÉPLORENT LE CARACTÈRE OBLIGATOIRE DU DISPOSITIF

ternat. Une seconde étape ressemblant au service civique, d'au moins trois mois et sur la base du volontariat, s'adresserait, elle, à des jeunes de moins de 25 ans souhaitant s'engager dans la défense, l'environnement, l'aide à la personne... Elle pourrait donner lieu à contrepartie – des facilités d'accès au permis de conduire, une éventuelle indemnisation.

« L'engagement devrait faire partie de notre devise républicaine », a défendu le nouveau secrétaire d'Etat, sûr que le SNU sera aussi ce vecteur de brassage social dont le pays a besoin. Le regarder uniquement « sous le prisme budgétaire » serait une erreur, a-t-il prévenu.

La question financière fait pourtant déjà débat : le SNU représentera une enveloppe conséquente, même si elle reste, à ce stade, diversement estimée. La mise en place du dispositif coûterait 1,7 milliard d'euros, puis entre 1 et 1,5 milliard par an, si l'on s'en tient au calcul réalisé, au printemps, par le groupe de travail présidé par le général Daniel Menaouine. Un rapport sénatorial, rendu public un an plus tôt, envisageait une somme pouvant atteindre jusqu'à 30 milliards sur cinq ans.

M. Attal devra aussi surmonter l'opposition des organisations de jeunesse, qui déplorent le caractère obligatoire de ce dispositif. Cet aspect nécessite une modification de la Constitution qui doit être discutée dans le cadre de la révision constitutionnelle. Une révision programmée en juillet puis reportée au début de l'année 2019 à cause de l'affaire Benalla. « Cette vision du gouvernement, extrêmement paternaliste, ne répond pas aux enjeux de la jeunesse, s'énervent Orlande François, présidente du premier syndicat étudiant, la FAGE. Ce n'est pas en deux semaines qu'on recrée de la mixité sociale, mais tout au long de la scolarité, en réinvestissant dans le système éducatif et le monde associatif. » La fédération fait partie des 14 organisations de jeunesse ayant paraphé une tribune très critique diffusée par *Le Journal du dimanche* le 2 juin. « S'engager, c'est surtout choisir », y défendaient-elles.

Une levée de boucliers dont est bien conscient le jeune secrétaire d'Etat : en tant que député des Hauts-de-Seine, il a porté le dossier depuis le début du quinquennat. « Il faut associer le plus possible les jeunes à son élaboration. Il faut que cela vienne de leurs idées, du terrain », plaidait-il encore en mai. Si sa nomination sur un portefeuille consacré à la jeunesse, rue de Grenelle, est favorablement accueillie par les organisations de jeunesse, celles-ci comptent bien remonter au créneau contre un service national imposé. ■

MATTEA BATTAGLIA  
ET CAMILLE STROMBONI